

Bruxelles, le 1er août, 1974.

LID

80

50

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

J. R. RABIER
Conseiller spécial

Etude 1973

L'EUROPE VUE PAR LES EUROPEENS

Analyse des données sur les attitudes du public
à l'égard de l'unification de l'Europe

(Sondage de septembre 1973 dans les pays de la Communauté européenne)

Bruxelles
(200 rue de la Loi)
août 1974

80

80

50

Bruxelles, le 1er août, 1974.

85

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

J. R. RABIER
Conseiller spécial

L'EUROPE VUE PAR LES EUROPÉENS

Analyse des données sur les attitudes du public
à l'égard de l'unification de l'Europe

(Sondage de septembre 1973 dans les pays de la Communauté européenne)



Bruxelles
(200 rue de la Loi)
août 1974

L 'EUROPE VUE PAR LES EUROPEENS

Analyse des données sur les attitudes du public
à l'égard de l'unification de l'Europe

(Sondage de septembre 1973 dans les pays de la Communauté européenne)

INTRODUCTION

Invitée, suivant les termes mêmes de traité instituant la Communauté Economique Européenne, à contribuer à "établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens", La Commission des Communautés a, en plusieurs circonstances, affirmé son intention d'avoir régulièrement recours à des sondages d'opinion pour mieux connaître les centres d'intérêt et les attitudes du public à l'égard de la Communauté et de l'unification de l'Europe (1).

Un premier grand sondage a été fait en février-mars 1970, après deux ans de travaux préparatoires (2). Il a été suivi en juillet 1971 d'un autre sondage portant plus particulièrement sur les aspects régionaux et agricoles du Marché commun (3). En 1973, outre un sondage aux Etats-Unis d'Amérique (4), un autre grand sondage a été fait dans les neuf pays de la Communauté élargie.

(1) Voir notamment "Septième Rapport général sur l'activité des Communautés européennes", février 1974, § 78; réponses aux questions écrites no. 696/73 de M. SCHUIJT (Pays-Bas) et no. 1832/74 de Lord O'HAGAN (Royaume-Uni), etc...

(2) "Les Européens et l'Unification de L'Europe". Bruxelles, juin 1972.

(3) "L'opinion des Européens sur les aspects régionaux et agricoles du Marché commun, l'unification politique de l'Europe et l'information du public." Bruxelles, décembre 1971.

(4) "America looks at Europe". The GALLUP Organisation, Princeton, June 1973.

Les premiers résultats de cette dernière recherche ont été publiés dans la presse au début du mois de décembre 1972; ils ont fait l'objet d'une série d'analyses approfondies, et de nombreux chercheurs travaillent encore sur les données recueillies, notamment à l'Université de Ann Arbor (Michigan), ainsi qu'aux universités de Genève et de Louvain. C'est dire que les résultats ici présentés sont loin d'avoir épuisé le sujet. Les données sont d'ailleurs tenues à la disposition des chercheurs du monde entier.

On ne saurait présenter ces résultats sans rendre hommage : au Parlement européen, qui n'a pas cessé d'encourager ces recherches dont il a immédiatement reconnu l'importance comme "facteur d'intégration"; à la Commission des Communautés, qui a rendu possible l'engagement de ces recherches et qui a accepté - ce qui est probablement sans précédent de la part d'une institution politique - d'ouvrir l'accès à la totalité des données recueillies aux chercheurs, sans aucune restriction; aux instituts qui ont participé aux travaux et ont manifesté à ce sujet un intérêt dépassant largement le strict plan des relations commerciales (1) ; enfin - et tout particulièrement - au professeur Ronald INGLEHART (Michigan et Genève), bien connu dans les milieux de la science politique par ses travaux sur les attitudes du public, le fonctionnement des systèmes politiques et la dynamique du changement social, qui a bien voulu

(1) Il s'agit des instituts suivants :

<u>Belgique et Luxembourg</u>	: International Research Associates
<u>Danmark</u> :	Gallup Markedanalyse
<u>Deutschland</u> :	Gesellschaft für Markforschung
<u>France</u> :	Institut français d'Opinion publique
<u>Great-Britain</u> :	Social Surveys (Gallup Poll) (x)
<u>Ireland</u> :	Irish Marketing Surveys
<u>Italia</u> :	Doxa, Istituto per le Ricerche statistiche e l'Analisi dell'opinione pubblica
<u>Nederland</u> :	Nederlandse Stichting voor Statistiek

(x) Cet institut était, en outre, chargé de la coordination des travaux, jusqu'à l'établissement des cartes perforées.

assurer la fonction de conseiller scientifique et procéder à d'innombrables analyses, dont certaines sont présentées ici et dont d'autres ont déjà été publiées ou le seront ultérieurement (1)

Le sondage de septembre 1973 a été effectué sur des échantillons représentatifs de la population âgée de 15 ans et au delà. Plus de treize mille personnes, sélectionnées suivant la méthode des quotas, ont été interrogées oralement, à domicile, au moyen d'un questionnaire d'environ soixante-dix questions, rigoureusement identiques et soigneusement adaptées dans les diverses langues des pays de la Communauté.

Le questionnaire couvrait, outre les questions d'identification des personnes interrogées, cinq principaux domaines:

1. Les attitudes vis-à-vis du Marché commun et de l'unification de l'Europe.
2. Le sentiment de satisfaction devant la qualité de la vie individuelle sous les divers aspects.
3. Les systèmes de valeur et objectifs assignés à la société.
4. Les clivages politiques et orientations idéologiques.
5. L'impact des différents types d'information sur chacune des dimensions d'attitudes ci-dessus mentionnées.

Le présent rapport porte sur le premier point. Un autre a été publié, sur "Satisfaction et Insatisfaction quant aux conditions de vie dans les pays membres de la Communauté Européenne", (Bruxelles, juin 1974).

(1) Entre-temps, la Commission a décidé de procéder périodiquement à des sondages "légers" (1000 personnes environ interrogées par pays, sauf au Luxembourg où le nombre est de 300). Le premier de ces sondages a été fait en mars-avril 1974 et publié en juillet, sous le titre de "EURO-BAROMETRE" no. 1; les résultats sont en cours d'analyse. Le deuxième est prévu pour octobre ou novembre 1974.

CHAPITRE I

LES DIFFERENTES DIMENSIONS DES ATTITUDES A L'EGARD
DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET DE L'UNIFICATION DE L'EUROPE

Une première constatation se dégage avec une remarquable clarté d'une première lecture des données recueillies : C'est l'existence d'un solide consensus pro-européen dans l'opinion publique des six premiers pays membres de la Communauté européenne. Des résultats provenant d'enquêtes menées dans les années cinquante et le début des années soixante indiquent qu'à cette époque l'opinion publique française était nettement moins favorable à l'intégration européenne que l'opinion publique allemande ou néerlandaise. En 1973, une convergence d'attitudes semble s'être produite, de telle sorte que, dans les six pays de la Communauté d'origine, l'opinion publique soutient les institutions de la Communauté européenne à une très grande majorité et se prononce en faveur de l'évolution du Marché commun vers la formation d'une union politique européenne à une majorité presque aussi importante. Le principal clivage d'opinion se situe actuellement entre les six pays de la Communauté d'origine et les trois nouveaux pays membres, étant entendu que, dans ces trois derniers, l'opinion publique est sur ce sujet assez nettement divisée.

Les tableaux no. 1 et no. 2 illustrent ces points.

Le tableau no. 1 indique les niveaux de soutien à l'adhésion au Marché commun, c'est-à-dire à l'état actuel de l'intégration européenne. Dans la Communauté des Six, plus de 60% des personnes interrogées y sont favorables, et les opposants y représentent moins de 5%, (le reste adoptant une attitude neutre ou demeurant sans opinion). En Irlande, l'opinion publique s'est très nettement prononcée pour l'adhésion au Marché commun, lors du référendum de 1972 (83% de votes favorables sur les suffrages exprimés); en septembre 1973, près de six Irlandais sur dix, soit environ 80% de ceux qui se prononcent, estiment que le Marché commun est une bonne chose pour leur pays (1). Au Danemark, 63,5% des suffrages exprimés ont été favorables à l'adhésion; en septembre 1973, quatre personnes sur dix, soit 58% de celles qui se prononcent, estiment que l'adhésion est une bonne chose (2). En Grande-Bretagne, où l'adhésion a été acquise par un vote du Parlement, après un débat passionné qui n'est pas encore terminé, les adversaires de l'adhésion sont un peu plus nombreux que ses partisans.

(1) La proportion est tombée , en avril-mai 1974, à un peu moins de cinq sur dix, soit 66% de ceux qui se prononcent.

(2) En avril-mai 1974, la qualification favorable est donnée par 35% des personnes interrogées, soit un peu plus de la majorité de celles qui se prononcent.

TABLEAU 1

ATTITUDE VIS-A-VIS DE L'APPARTENANCE AU MARCHÉ COMMUN

DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

"D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (votre pays) de faire partie du Marché commun est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise ?".

	N	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Une chose ni bonne ni mauvaise	N.s.p/ N.r.p.	Total
Italia	1909	69	2	15	14	100
Luxembourg	330	67	3	22	8	100
Deutschland	1957	63	4	22	11	100
Nederland	1464	63	4	20	13	100
France	2227	61	5	22	12	100
Belgique	1266	57	5	19	19	100
Ensemble des "Six"	(1)	63	4	19	14	100
Ireland	1199	56	15	21	8	100
Danmark	1199	42	30	19	9	100
Great Britain	1933	31	34	22	13	100
COMMUNAUTÉ	(1)	56	11	20	13	100

(1) Les pourcentages correspondant aux "Six" et à la Communauté ont été calculés à partir des effectifs pondérés de la population âgée de 15 ans et au delà.

Le tableau no. 2 indique la proportion des personnes favorables à une union politique européenne, objectif auquel ont souscrit, en principe, les responsables des neuf états membres lors de la Conférence au Sommet d'octobre 1972, mais qui va très au delà des accords actuels (1). Cet objectif est soutenu par une forte majorité au sein des six pays de la Communauté d'origine, (64% des personnes interrogées et plus de huit sur dix parmi celles qui se prononcent), ce qui n'est pas le cas dans les trois nouveaux pays membres.

Au moment de notre sondage, quinze ans s'étaient écoulés depuis la naissance du Marché commun. Il semblerait que quinze ans passés ensemble, au sein d'institutions communes ayant eu un impact important sur leur existence, aient changé l'optique des 190 millions de personnes qui ont connu cette expérience. A une très large majorité, elles se prononcent en faveur d'une union politique. Les 64 millions d'habitants que comptent les nouveaux pays membres n'ont pas encore vécu cette même expérience, et il faudra sans doute du temps pour qu'ils apportent leur soutien à une Europe politiquement intégrée. Cependant, les données suggèrent que le fait de vivre durablement dans un cadre commun d'institutions européennes contribue à développer le soutien à l'unification de l'Europe.

(1) "Les chefs d'Etat ou de gouvernement" se donnent comme objectif majeur de transformer avant la fin de l'actuelle décennie(...) l'ensemble des relations des Etats membres en une union européenne".
Point 16 du communiqué du 20 octobre 1972.

TABLEAU 2

SOUTIEN ET OPPOSITION A UNE UNION POLITIQUE EUROPEENNE

"Etes-vous personnellement pour ou contre l'évolution du Marché commun vers la formation d'une union politique européenne ?
Si vous êtes pour ou contre, l'êtes-vous tout à fait ou seulement un peu ? "

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	N.s.p/ N.r.p.	Total
Deutschland	31	39	8	4	18	100
Luxembourg	38	31	8	5	18	100
Italia	33	32	8	4	23	100
Belgique	25	33	7	5	30	100
France	25	32	11	5	27	100
Nederland	21	34	14	9	22	100
Ensemble des "Six"(1)	29	35	9	4	23	100
Ireland	11	24	19	22	24	100
Danmark	11	17	26	32	14	100
Great Britain	8	18	23	31	20	100
COMMUNAUTÉ (1)	24	30	13	11	22	100

(1) Voir note sous tableau no. 1

On ne dispose que de fragments de séries chronologiques pour étayer cette interprétation, mais ils indiquent que, depuis les années cinquante, l'opinion publique, dans les six pays fondateurs de la Communauté, s'est montrée de plus en plus favorable à l'intégration européenne, alors que c'est le contraire en Grande-Bretagne (1).

(1) A diverses reprises, depuis 1952, la question a été posée à des échantillons représentatifs de la population, dans les pays d'Europe occidentale: "Etes-vous pour ou contre les efforts qui sont faits pour unifier l'Europe occidentale ? " Malheureusement, il s'agit là d'une question générale assez imprécise. En 1952, les efforts en vue de l'unification de l'Europe étaient très modestes. Depuis 1972, les objectifs proclamés sont beaucoup plus ambitieux: le Marché commun a une quinzaine d'années d'existence; la Communauté a traversé plusieurs crises graves; les objectifs visés englobent, au delà de l'union douanière, une union économique et monétaire, une politique régionale, une coopération politique et, à l'horizon 80, la formation d'une "union européenne". Le sondage de 1973 comprenait une question similaire de portée générale: "Toutes choses considérées, êtes-vous favorable, défavorable ou indifférent à l'unification de l'Europe"?; mais cette question était posée après une série de questions plus "contraignantes", relatives à l'union politique, à un parlement européen élu au suffrage universel direct et à la formation d'un gouvernement européen responsable pour traiter de grands problèmes tels que la recherche scientifique, la défense militaire, les grandes négociations avec les Américains et les Russes, etc... De ce fait, le contexte dans lequel cette question était posée impliquait un degré beaucoup plus grand et plus précis d'intégration. Compte tenu de ces réserves, on constate qu'en 1952 70% des Allemands, 60% des Français, 57% des Italiens et 58% des Britanniques interrogés étaient favorables à l'unification de l'Europe occidentale (voir Richard L. MERRITT and Donald G. PUCHALA. "West European Attitudes Toward International Affairs", Praeger, New York 1968, pp. 283-284). En 1973, les réponses positives étaient respectivement de 78%, 68%, 70% et 37%. Dans les trois premiers pays on constate un accroissement moyen de quelque 10 points, et en Grande-Bretagne une diminution de 21 points.

Ce qui précède ne représente qu'un petit échantillon des réponses aux questions relatives à l'unification de l'Europe dans le sondage mené en 1973. L'analyse factorielle de 32 items indique que les items des tableaux no. 1 et no. 2 couvrent une dimension large et bien structurée en ce qui concerne le soutien ou l'opposition à l'intégration européenne.

L'attitude pro-européenne de base

Le premier facteur qui se dégage de l'analyse des données fournies pour chacun des neuf pays membres est indiqué au tableau no. 3. Ce tableau illustre le fait que les personnes interrogées se montrent cohérentes dans leurs réponses aux questions posées, et indique dans quelle mesure chaque item influe sur la dimension favorable ou défavorable à l'unification de l'Europe.

La question générale : "Etes-vous favorable, défavorable ou indifférent à l'unification de l'Europe ? " tend à résumer les réactions des personnes interrogées aux autres questions (qui la précédaient dans le questionnaire). Elle constitue d'une manière uniforme dans chacun des neuf pays l'item qui a le plus grand poids. Les personnes qui répondent positivement à cette question de portée générale, mais récapitulative, ont aussi tendance à considérer l'unification de l'Europe comme une chose importante, à manifester leur attachement au Marché commun, à se prononcer pour l'unification politique de l'Europe, à estimer qu'il faudrait accélérer le processus, etc... (1).

(1) Un indice, dont l'utilisation sera expliquée plus loin (page 20), a été construit à partir des réponses à la question générale et à deux autres questions : regret en cas d'abandon du Marché commun et acceptation de sacrifices personnels pour que l'unification de l'Europe se fasse. C'est pour réduire le risque d'un effet de contamination entre réponses qui se suivent ("effect of response set") que l'on a utilisé des items disséminés dans le questionnaire, items qui avaient tous un grand poids, même s'ils n'étaient pas ceux qui en avaient les plus grands.

Les différences sont peu marquées d'un pays à l'autre. On remarquera que, presque partout, le poids des items relatifs aux avantages retirés ou attendus du Marché commun, soit pour son pays, soit pour soi-même, est parmi les plus faibles. Dans la formation d'une conviction pro-européenne, les considérations strictement économiques et l'implication personnelle dans les institutions existantes et dans les réalisations acquises semblent jouer un rôle moins important que des considérations plus globales, de nature politique et idéologique.

TABLEAU 3

ANALYSE FACTORIELLE DES ITEMS RELATIFS A L'UNIFICATION DE L'EUROPE

(Poids de chaque variable sur le premier facteur; polarité positive pro-européenne)

Variance expliquée	Belgique 25%	Deutsch. 26%	France 26%	Italia 26%	Lux. 18%	Ned. 21%	Danm. 26%	G.B. 26%	Irel. 19%	Moyenne
Favorable à l'unification de l'Europe *	0,750	0,795	0,749	0,721	0,630	0,749	0,791	0,783	0,695	0,740
Estime l'unification un problème important	0,683	0,758	0,702	0,652	0,512	0,707	0,722	0,524	0,667	0,658
Regretterait l'abandon du Marché commun *	0,586	0,668	0,628	0,572	0,481	0,579	0,728	0,689	0,505	0,604
Favorable à l'unification politique	0,581	0,629	0,631	0,552	0,508	0,491	0,699	0,684	0,506	0,586
Estime qu'il faudrait accélérer	0,528	0,643	0,558	0,593	0,413	0,508	0,637	0,601	0,456	0,549
Accepterait des sacrifices personnels*	0,465	0,583	0,541	0,478	0,542	0,563	0,650	0,624	0,531	0,543
Favorable à l'élection d'un Parlement européen	0,589	0,658	0,580	0,457	0,325	0,472	0,431	0,639	0,518	0,533
Favorable à un Gouvernement européen	0,522	0,556	0,584	0,505	0,441	0,525	0,473	0,535	0,386	0,503
Marché commun = bonne chose pour le pays	0,486	0,560	0,430	0,465	0,385	0,430	0,563	0,459	0,468	0,472
Marché commun = bonne chose pour soi	0,428	0,479	0,426	0,475	0,338	0,403	0,398	0,290	0,370	0,400
Estime important :										
- politique extérieure commune	0,656	0,588	0,642	0,609	0,491	0,537	0,610	0,516	0,468	0,569
- politique sociale	0,549	0,557	0,563	0,550	0,352	0,433	0,486	0,452	0,471	0,490
- politique de l'énergie	0,556	0,459	0,553	0,594	0,393	0,439	0,428	0,481	0,463	0,485
- monnaie européenne	0,465	0,518	0,483	0,502	0,352	0,492	0,447	0,450	0,489	0,467
- politique régionale	0,513	0,471	0,531	0,545	0,286	0,423	0,450	0,451	0,496	0,463
- aide aux pays sous-développés	0,494	0,499	0,386	0,489	0,290	0,398	0,423	0,431	0,459	0,430
- politique agricole	0,421	0,398	0,344	0,463	0,195	0,229	0,430	0,463	0,429	0,375
Préférence à un Gouvernement européen pour traiter:										
- croissance économique	0,482	0,447	0,505	0,544	0,489	0,453	0,499	0,554	0,362	0,482
- hausse des prix	0,523	0,442	0,522	0,554	0,462	0,496	0,484	0,530	0,324	0,482
- pauvreté et chômage	0,458	0,401	0,525	0,491	0,418	0,446	0,455	0,472	0,357	0,447
- recherche scientifique	0,509	0,401	0,472	0,500	0,515	0,360	0,368	0,494	0,388	0,445
- grandes négociations internationales	0,430	0,370	0,453	0,441	0,594	0,367	0,485	0,459	0,309	0,434
- défense militaire	0,534	0,379	0,504	0,501	0,408	0,426	0,459	0,479	0,250	0,427
- la pollution de l'environnement	0,478	0,430	0,491	0,485	0,403	0,438	0,358	0,409	0,295	0,421
- aide aux pays sous-développés	0,459	0,349	0,375	0,450	0,460	0,385	0,436	0,439	0,354	0,413
- la drogue	0,475	0,374	0,465	0,437	0,540	0,344	0,333	0,411	0,264	0,405
- les investissements étrangers	0,178	0,203	0,257	0,333	0,310	0,074	0,303	0,308	0,144	0,234
Favorable, en cas de difficultés économiques importantes d'un pays membre, à ce que les autres lui viennent en aide										
	0,366	0,475	0,390	0,305	0,326	0,305	0,514	0,584	0,387	0,406
Peut citer les noms des neuf pays membres										
	0,506	0,428	0,458	0,439	0,281	0,409	0,249	0,381	0,420	0,397
Ne redoute pas la perte de sa culture nationale										
	0,344	0,297	0,416	0,266	0,102	0,249	0,426	0,421	0,291	0,324
A séjourné à l'étranger										
	0,354	0,261	0,274	0,235	0,313	0,302	0,079	0,251	0,165	0,248
Identification géographique										
	0,259	0,312	0,241	0,277	0,218	0,331	0,066	0,258	0,143	0,234

* Items choisis pour comparer l'indice d'orientation favorable à l'unification de l'Europe.

La préférence à l'Europe pour résoudre les problèmes

Un deuxième facteur, étroitement lié au précédent, mais formant une dimension distincte, porte sur l'importance des compétences à attribuer à un gouvernement européen, de préférence au gouvernement national, plutôt que sur l'intensité du soutien ou de l'opposition à l'unification de l'Europe.

La question posée étant la suivante : " Pourriez-vous me dire, pour chacun des problèmes mentionnés sur cette carte, si à votre avis, il serait mieux traité par un gouvernement européen ou s'il serait mieux traité par le gouvernement de votre pays ?". Ces problèmes étaient les suivants :

- la pollution de l'environnement
- la défense militaire
- la recherche scientifique
- les investissements de firmes étrangères dans le pays
- la drogue
- la croissance économique
- les grandes négociations politiques avec les Américains, les Russes, etc...
- la pauvreté et le chômage
- l'aide aux pays sous-développés
- la hausse des prix

Il était préalablement demandé aux personnes interrogées d'indiquer les trois de ces problèmes qu'elles considéraient comme les plus importants à l'heure actuelle.

./..

Les coefficients de pondération de ce deuxième facteur sont indiqués au tableau no. 4. Dans les neuf pays, l'élément le plus susceptible d'indiquer si une personne préconise un rôle important ou limité pour les institutions européennes est son attitude vis-à-vis de l'aide aux pays en voie de développement et aux problèmes de la hausse des prix, de la recherche scientifique et de la croissance économique. Le tableau no. 5 résume pour l'ensemble des neuf pays la distribution du soutien à une solution européenne pour régler chacun de ces dix problèmes.

On découvre une fois encore le contraste entre les opinions émises dans la Communauté d'origine et dans les trois nouveaux pays membres. Dans les Six, le public estime qu'un gouvernement européen serait plus apte que le gouvernement national pour traiter sept des dix problèmes. En effet, sauf en Belgique, une solution européenne est jugée préférable pour neuf des dix problèmes. Dans les nouveaux pays membres, l'opinion se montre comparativement hésitante quant au transfert d'autres fonctions importantes à un gouvernement européen. Néanmoins, dans les neuf pays de la Communauté, on s'accorde pour penser que certaines fonctions seraient mieux remplies par un gouvernement européen que par les gouvernements nationaux agissant séparément, et ces fonctions sont loin d'être sans importance. Elles comprennent la recherche scientifique, l'aide aux pays en voie de développement et les grandes négociations politiques avec les superpuissances.

TABLEAU 4

ANALYSE FACTORIELLE DES ITEMS RELATIFS A LA PREFERENCE "GOUVERNEMENT EUROPEEN"

PLUTOT QUE "GOUVERNEMENT NATIONAL" POUR TRAITER CERTAINS PROBLEMES

(Poids supérieurs à 0,300 sur le deuxième facteur) *

Variance expliquée	Belgique 7%	Deutsch. 7%	France 8%	Italia 8%	Lux. 8%	Ned. 7%	Danm. 6%	G.B. 6%	Ireland 7%
Aide aux pays sous-développés	0,400	0,417	0,489	0,443	0,341	0,347	0,326	0,402	0,358
Hausse des prix	0,338	0,446	0,338	0,347	0,426	0,368	0,300		
Recherche scientifique	0,443	0,330	0,468	0,405	0,377	0,371		0,339	0,468
Croissance économique	0,374	0,439	0,358	0,372	0,332	0,307			
Pauvreté et chômage	0,345	0,399	0,372	0,415	0,544	0,384	0,341		
Drogue	0,423	0,408	0,454	0,345		0,428	0,388	0,329	
Pollution de l'environnement	0,300	0,312	0,311	0,343		0,369	0,319		0,343
Grandes négociations internationales	0,422		0,352	0,369	0,335				0,368
Défense militaire	0,336			0,329					
Investissement étrangers					0,368				
Marché commun = bonne chose pour le pays			0,309				0,354	0,407	0,356
Marché commun = bonne chose pour soi-même					0,370				
Regretterait l'abandon du Marché commun							0,355		
Favorable à l'unification de l'Europe					0,381				0,360
Estime l'unification un problème important					0,362				

* Troisième facteur en Grande-Bretagne et en Irlande, dans une analyse de 32 items relatifs à l'unification de l'Europe.

TABLEAU 5

PROBLEMES QUI SERAIENT MIEUX TRAITES PAR UN GOUVERNEMENT EUROPEEN
QUE PAR LE GOUVERNEMENT NATIONAL

	Rang(*)	Pays de la Communauté d'origine						Nouveaux membres		
		Italia	Ned.	Lux.	Deutsch.	France	Belg.	Danmark	G.B.	Ireland
Recherche scientifique	6	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Aide aux pays sous-développés	7	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Grandes négociations internationales	9	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Pollution de l'environnement	1	x	x	x	x	x	x	x		
Drogue	4	x	x	x	x	x	x	x		
Défense militaire	10	x	x	x	x	x	x			
Croissance économique	5	x	x	(x)	x	x	x			
Hausse des prix	2	x	x	x	x	x				
Pauvreté et chômage	3	x	x	x	x	(x)				
Investissements étrangers	8	x								

(*) Rang d'importance relative dans l'ensemble des neuf pays.

x Solution européenne préférée par la majorité absolue du public.

(x) Solution européenne préférée par la majorité des personnes qui se prononcent.

En résumé, l'adhésion au Marché commun est en majorité défendue par le public dans les neuf pays, sauf en Grande-Bretagne où les avis à ce sujet sont également partagés. L'attitude des Britanniques s'explique sans doute par le fait que, dans une vue à court terme et faute de voir les avantages que leur pays retirait de l'adhésion à la Communauté, ils répugnent à l'idée d'avoir à contribuer à résoudre les problèmes agricoles de pays plus riches tels que la France et l'Allemagne. Il est possible que l'adoption et la mise à exécution d'une véritable politique régionale rapprocherait l'opinion britannique du niveau de soutien à la Communauté européenne auquel sont parvenus les Danois et les Irlandais. Mais la constatation importante est que, dès à présent, la majorité du public, dans les neuf pays, semble disposée à soutenir un niveau plus élevé d'intégration européenne dans les domaines de la recherche scientifique, de l'aide aux pays en voie de développement et de la politique étrangère.

Les réponses à une autre question montrent qu'il existe aussi un fort consensus favorable à une solidarité européenne face aux problèmes économiques qui se posent à l'intérieur de la Communauté. Cette question était la suivante : "Si l'un des pays de la Communauté européenne connaît des difficultés économiques importantes, estimez-vous que les autres pays (y compris le vôtre) devraient lui venir en aide ou pas ?"

Comme le montre le tableau no. 6, les partisans d'une aide économique mutuelle constituent une écrasante majorité dans l'ensemble des neuf pays : plus de huit personnes sur dix. Même dans les trois nouveaux pays membres, une importante majorité défend cette politique: en Grande-Bretagne les partisans sont deux fois plus nombreux que les adversaires, et le rapport est encore plus favorable au Danemark et en Irlande (1).

Dans une étude récente sur la culture politique des élites, une série de questions sur l'intégration européenne ont été posées à des leaders politiques et à des fonctionnaires d'Europe occidentale. Une des raisons les plus fréquemment avancées pour expliquer la lenteur des progrès de l'intégration de l'Europe est que l'opinion publique n'est pas prête (2) . Or, sous bien des aspects, c'est précisément le contraire qui semble être vrai. Dans toute l'Europe occidentale, le public préconise que l'on aille au delà du degré actuel d'intégration européenne, ou tout au moins semble disposé à soutenir de ses suffrages l'audace des dirigeants.

(1) Par une ironie du sort, les gouvernements des pays de la Communauté ont été confrontés, quelques semaines après le sondage, avec le problème de l'embargo arabe sur le pétrole, et l'on sait que la réaction a plutôt été dans le sens du chacun pour soi que dans la recherche d'une action commune. Néanmoins l'opinion publique semble être restée ferme dans son aspiration à une plus grande solidarité européenne.

En novembre, la SOFRES a demandé aux Français s'ils accepteraient, au nom de la solidarité européenne, de supporter les conséquences du manque de pétrole : 70% ont répondu affirmativement. (L'Express, 7-8 novembre 1973).

(2) Voir Ronald INGLEHART and Robert PUTNAM : "European Elites European Publics and European Integration" (en préparation).

TABLEAU 6

SOUTIEN ET OPPOSITION A UNE AIDE ECONOMIQUE MUTUELLE
ENTRE PAYS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

" Si l'un des pays de la Communauté européenne connaît des difficultés économiques importantes, estimez-vous que les autres pays membres, (y compris le vôtre), devraient lui venir en aide ou pas ? ".

	Oui	Non	N.s.p./N.r.p.	Total
Italia	88	2	10	100
Luxembourg	86	9	5	100
Deutschland	77	7	16	100
Nederland	79	9	12	100
France	78	9	13	100
Belgique	78	9	13	100
Ensemble des "Six"(1)	81	6	13	100
Ireland	80	10	10	100
Danmark	62	25	13	100
Great Britain	59	28	13	100
COMMUNAUTE (1)	76	11	13	100

(1) Moyenne pondérée. Voir note sous tableau no. 1.

CHAPITRE 2

LES DETERMINANTS DE L'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE DE BASE

L'analyse factorielle nous a montré qu'il existe, dans le public des neuf pays de la Communauté, une dimension d'attitude cohérente exprimant une orientation pro-européenne de base. Reste à examiner comment est répartie cette dimension, compte tenu des diverses caractéristiques qui nous sont connues des personnes interrogées, et à mesurer l'impact relatif de différents facteurs sur cette variable.

Cette analyse multicritère (Multiple Classification Analysis) a été menée successivement au niveau de chaque pays considéré isolément et au niveau de la Communauté considérée comme un ensemble, au moyen de l'indice construit pour mesurer la dimension étudiée. (1)

(1) Rappelons que cet indice mesure pour chacune des personnes interrogées l'intensité de l'attitude pro-européenne, elle-même exprimée par des réponses positives de façon prédominante à trois questions:

- orientation générale favorable envers l'unification de l'Europe,
- regret en cas d'un abandon éventuel du Marché commun,
- acceptation de sacrifices personnels pour que l'unification de l'Europe se fasse.

Les valeurs positives de l'indice correspondent à des réponses du type +++ ou ++- . Les pourcentages correspondent au nombre de personnes, dans chaque catégorie considérée, qui répondent dans le sens positif, tel que précisé ci-dessus.

Une telle analyse nous fournit notamment deux valeurs statistiques. L'une (coefficient "Eta") est un indicateur mesurant la variation de la variable dépendante - ici la dimension pro-européenne - en relation avec chacun des prédicteurs pris en compte, considéré isolément. L'autre (coefficient "Beta") indique l'impact sur la variable dépendante de chaque prédicteur, compte tenu des interactions entre tous les prédicteurs pris en compte dans le modèle explicatif retenu: par exemple l'impact du sexe compte tenu de l'âge, du niveau d'instruction, etc... En outre, l'analyse MCA indique dans quelle mesure la variation de la variable dépendante peut être expliquée par l'ensemble des prédicteurs pris en compte (coefficient de variance).

Avant d'entrer dans le détail des analyses, on trouvera dans le tableau no. 7 le pourcentage des personnes interrogées qui ont une attitude pro-européenne dans chacun des neuf pays de la Communauté. Nous trouvons, en tête de liste, l'Allemagne, le Luxembourg, l'Italie, et les Pays-Bas, puis la France, l'Irlande et le Danemark, et la Grande-Bretagne au bas de l'échelle (1).

(1) Nous vérifierons plus loin (voir page 37) le fait que, dans la Communauté considérée comme un ensemble, la nationalité est la variable explicative la plus forte de l'attitude pro-européenne.

TABLEAU 7

INDICE D'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE
DANS LES PAYS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

	Nombre de personnes interrogées (1)	Pourcentage de "pro-européens"
Deutschland	1626	82,0
Luxembourg	264	79,9
Italia	1569	74,4
Nederland	1203	68,2
France	1776	58,6
Belgique	989	53,8
TOTAL A	7427	70,0 (2)
Ireland	1017	55,3
Danmark	1062	47,6
Great Britain	1703	34,6
TOTAL B	3782	36,5 (2)
COMMUNAUTE	11.209	63,2 (2)

(1) Moins les données inutilisables.

(2) Moyenne pondérée suivant l'importance relative de la population âgée de 15 ans et au delà dans chaque groupe de pays considéré.

A. Au niveau des pays membres de la Communauté, les deux facteurs qui ont l'impact le plus grand sont le niveau d'instruction et l'orientation politique mesurée par l'intention de vote.

Dans tous les pays, les personnes les plus instruites sont plus favorables à l'unification de l'Europe que les personnes moins instruites. Cette relation n'est pas artificielle, un simple reflet des différences de classe sociale par exemple. L'analyse montre que le niveau d'instruction d'une personne explique beaucoup plus les différences dans l'attitude vis-à-vis de l'unification de l'Europe que sa profession ou son revenu. L'instruction semble influencer l'attitude pro-européenne de deux manières distinctes : sur le plan de la connaissance des problèmes et sur le plan de l'évaluation des situations. Dans le premier cas, ceux qui sont plus instruits sont plus à même de discuter de politique, de lire des nouvelles d'ordre politique, et sont sensiblement mieux informés des événements européens que les personnes moins instruites. Dans le contexte européen actuel, ce processus semble conduire au développement d'un soutien à l'intégration européenne. Le développement du soutien à l'intégration européenne semble aussi lié à un processus de changement des valeurs entre les générations, qui sera discuté ultérieurement (1). En bref, ce processus semble conduire au développement d'un sens moins chauvin et plus cosmopolite de l'identité. Dans l'ensemble de l'Europe occidentale, les jeunes sont sans doute nettement plus enclins à ressentir qu'ils appartiennent à une unité géographique telle que "l'Europe" ou le "Monde" que les générations plus âgées. Le fait que ce sentiment d'identité se transpose souvent en soutien à l'intégration européenne semble dépendre largement des institutions existant dans chaque pays, notamment des partis politiques.

(1) Voir également sur ce point "Satisfaction et Insatisfaction quant aux conditions de vie dans les pays membres de la Communauté Européenne". Bruxelles, juin 1974, p.p. 59-61.

L'autre prédicteur important est précisément l'orientation politique des personnes interrogées. Il s'agit là d'une variable dont le rôle varie toutefois beaucoup d'un pays à l'autre. Il existe en France comme en Italie un parti communiste relativement important, qui a adopté une attitude fortement hostile au Marché commun dans les années 50 et au début des années 60, et les enquêtes datant de cette période indiquent que, dans ces deux pays, l'électorat communiste était beaucoup moins favorable à l'intégration européenne que les électeurs d'autres partis. La situation s'est modifiée. Sans nécessairement appartenir aux plus ardents défenseurs de l'unification de l'Europe, les leaders actuels du parti communiste ne formulent que peu d'opposition. Et, aussi surprenant que cela puisse paraître, l'électorat communiste dans ces deux pays est très largement favorable à l'unification de l'Europe. Comme l'indique le tableau no. 8, les Communistes sont à peu près aussi favorables à l'union politique européenne que l'ensemble de l'électorat français et italien.

La situation est toute différente en Grande-Bretagne et au Danemark. Dans ces deux pays, l'adhésion à la Communauté européenne a fait et continue à faire l'objet d'un débat animé entre les partis, et il existe un net clivage entre les électorats respectifs. Pour ce qui est du soutien relatif à une union politique européenne, il y a plus de différence entre un conservateur et un travailliste en Grande-Bretagne qu'entre un communiste et un chrétien-démocrate en Italie. Les différences entre partis politiques sont encore plus marquées au Danemark, où 40 à 50% des Libéraux, des Radicaux et des Conservateurs soutiennent l'unification de l'Europe, contre 23% de sociaux-démocrates et 12% seulement des membres du Parti Populaire Socialiste.

TABLEAU 8

SOUTIEN A L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE
SELON LA PREFERENCE POUR UN PARTI POLITIQUE

(Pourcentage "pour" l'évolution du Marché commun vers
la formation d'une union politique européenne.)

<u>Parmi les six pays fondateurs</u>		<u>Dans les nouveaux pays membres</u>	
<u>FRANCE</u>		<u>GREAT BRITAIN</u>	
Communistes	53%	Travailleurs	20%
Socialistes	63%	Libéraux	28%
Majorité (*)	63%	Conservateurs	36%
Réformateurs	74%		
<u>Ensemble de l'échantillon</u>	<u>57%</u>	<u>Ensemble de l'échantillon</u>	<u>26%</u>
<u>ITALIE</u>		<u>DANMARK</u>	
Démocrates-chrétiens	62%	Socialistes populaires	12%
Communistes	66%	Sociaux-démocrates	23%
Socialistes	78%	Libéraux	41%
Néo-fascistes	72%	Radicaux	43%
<u>Ensemble de l'échantillon</u>	<u>65%</u>	Conservateurs	51%
		<u>Ensemble de l'échantillon</u>	<u>28%</u>

(*) Septembre 1973

Le rapport entre le soutien à l'intégration européenne et d'autres variables liées à l'origine sociale peut se résumer brièvement. Les hommes sont plus favorables à l'unification de l'Europe que les femmes. Cependant, ce rapport est largement artificiel. La population féminine de l'Europe occidentale tend à être moins instruite, moins intéressée à la politique et un peu plus âgée que la population masculine. Lorsque l'on opère un contrôle de ces facteurs dans une analyse multicritère, la plupart des différences liées au sexe disparaissent.

Les jeunes sont plus pro-européens que leurs parents dans tous les pays, sauf au Danemark. Au Danemark, les moins de 35 ans sont légèrement moins favorables à l'union politique européenne que le groupe des personnes âgées de 55ans et plus. Dans les huit autres pays, les jeunes sont, en moyenne, un peu plus favorables que leurs aînés à l'union politique.

On trouvera au tableau no. 9 la liste des prédicteurs utilisés dans cette analyse, classés dans l'ordre d'impact décroissant des rangs moyens du coefficient Beta.

Les différences de pays à pays sont les suivantes :

a) La variance expliquée par notre modèle est beaucoup plus faible en Italie et en Allemagne que dans les autres pays: l'attitude pro-européenne est donc plus uniformément répartie dans ces deux pays qu'ailleurs.

b) L'intention de vote vient au premier rang des prédicteurs aux Pays-Bas, au Danemark, et en Grande Bretagne; ce prédicteur est au deuxième rang dans tous les autres pays sauf en Italie (où cette place est occupée, il est vrai, par l'identification à un parti politique) et au Luxembourg (où l'identification à un parti vient en troisième position)(1).

./..

(1) L'examen de la différence de signification entre l'intention de vote et l'identification à un parti politique dépasserait le cadre de ce rapport. D'une façon générale, l'intention de vote exprime une attitude politique actuelle - et peut-être circonstancielle: "S'il y avait demain des élections, je voterais probablement de telle ou telle façon"; l'identification à un parti exprime une attitude plus profonde, souvent acquise dans le milieu familial.

c) Le niveau d'instruction est le premier prédicteur en Belgique, en France et en Italie, et le deuxième aux Pays-Bas.

d) La profession du chef de famille, qui vient au quatrième rang moyen, occupe le troisième aux Pays-Bas et en Italie. Les cadres supérieurs, professions libérales et employés sont les plus pro-européens.

e) Le revenu familial est au deuxième rang en Grande-Bretagne, mais la relation n'est pas univoque : les plus favorables se situent dans une tranche de revenus allant de 200 à 400 dollars par mois et les moins favorables dans la tranche immédiatement supérieure (400 à 600 dollars).

f) La région, prédicteur moyennement important dans l'ensemble, apparaît au premier rang ... au Luxembourg, au troisième en Allemagne, au quatrième en Irlande et aux Pays-Bas.

g) La taille de la localité vient au deuxième rang au Luxembourg et au Danemark. Laissons de côté le cas du Luxembourg, où l'échantillon est très petit; au Danemark les habitants des villages sont plus pro-européens que ceux des villes moyennes, et même des grandes villes.

h) La pratique religieuse est le prédicteur le plus important en Allemagne, mais la relation n'est pas claire; les pratiquants occasionnels (46% de l'échantillon) sont les plus favorables.

i) Le sexe - curieusement - occupe la première place en Irlande: les hommes sont nettement plus favorables (64,7%) que les femmes (45,5%).

j) En Belgique, la langue parlée dans le ménage est un prédicteur médiocre, mais meilleur que le revenu ou la profession. Les ^{Francophones} ~~Néerlandophones~~ sont un peu plus pro-européens (~~56,6%~~) que les ~~Francophones~~ (42,3%).
(55,0%) Néerlandophones (52,3%)

Le tableau no. 10 montre, pays par pays, quels sont les prédicteurs les plus importants, avec la valeur du coefficient Beta.

Enfin, bien que la région ne constitue pas un prédicteur très important de l'attitude pro-européenne de base, mais eu égard au fait que son impact subsiste lorsque l'on tient compte des interactions entre prédicteurs (autres que la nationalité), nous donnons, dans le tableau no. 11, les pourcentages de pro-européens pour les diverses régions de chaque pays, et au tableau no. 12 la liste des quinze régions les "plus européennes" et des quinze régions les "moins européennes". Les premières groupent environ 90 millions d'habitants, soit 36% de la population totale de la Communauté européenne: ce sont tous les "Laender" allemands, sauf Baden-Württemberg, une province néerlandaise, le Grand-Duché de Luxembourg, le Nord et le Centre de l'Italie, l'Alsace et la Lorraine. Les secondes groupent environ 70 millions d'habitants, soit 27% de la population de la Communauté: ce sont toutes les régions britanniques, les provinces belges de Liège et West-Vlaanderen, une région rurale de l'Irlande occidentale, une province peu peuplée de la frontière néerlandaise-allemande (Drenthe), une région danoise bordant la Mer du Nord (Østjylland)(1).

(1) L'étude des différences interrégionales dans les pays de la Communauté européenne reste à faire. Voir sur ce point notre étude "Satisfaction et Insatisfaction quant aux conditions de vie dans les pays de la Communauté européenne". Néanmoins, il semble bien que les régions du nord-est de l'Europe occidentale et de l'Italie du Nord aient une propension plus grande à soutenir l'unification de l'Europe que les autres régions du Continent, a fortiori de la Grande-Bretagne, où le problème de l'adhésion est probablement d'une autre nature.

TABLÉAU 9

ESSAI D'EXPLICATION DE L'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE

DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

(Variance expliquée : 9,1% à 21,2%)

	Belgique		Deutschland		France		Italia		Luxembourg		Nederland	
	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta
1. Intention de vote	0,153	0,196	0,194	0,147	0,236	0,153	0,144	0,092	0,182	0,257	0,212	0,212
2. Niveau d'instruction	0,360	0,234	0,182	0,132	0,266	0,182	0,154	0,150	0,280	0,229	0,284	0,185
3. Identification à un parti politique	0,124	0,162	0,166	0,035	0,220	0,130	0,174	0,136	0,137	0,312	0,178	0,134
4. Profession du chef de famille	0,270	0,119	0,150	0,034	0,197	0,110	0,073	0,117	0,253	0,307	0,200	0,161
5. Revenu familial	0,256	0,130	0,127	0,032	0,213	0,116	0,152	0,103	0,230	0,203	0,214	0,144
6. Région	0,106	0,103	0,147	0,136	0,113	0,102	0,091	0,062	0,164	0,497	0,161	0,158
7. Taille de la localité de résidence	0,112	0,153	0,066	0,069	0,073	0,035	0,132	0,113	0,183	0,422	0,098	0,101
8. Pratique religieuse	0,077	0,161	0,093	0,177	0,121	0,115	0,060	0,073	0,050	0,128	0,064	0,099
9. Sexe	0,174	0,102	0,121	0,039	0,140	0,114	0,097	0,037	0,006	0,104	0,136	0,081
10. Valeurs prioritaires	0,293	0,196	0,122	0,021	0,190	0,126	0,085	0,045	0,188	0,183	0,192	0,116
11. Affiliation à un syndicat	0,175	0,065	0,078	0,047	0,043	0,019	0,076	0,106	0,116	0,192	0,144	0,147
12. Appartenance religieuse	0,046	0,109	0,061	0,110	0,062	0,045	0,051	0,037	0,040	0,203	0,128	0,131
13. Age	0,202	0,053	0,077	0,073	0,068	0,053	0,066	0,059	0,127	0,135	0,177	0,109
14. Langue parlée dans la famille	0,066	0,147										
VARIANCE EXPLIQUEE	21,2%		9,1%		17,2%		6,9%		17,8%		17,6%	

	Danmark		Great Britain		Ireland		Coefficients moyens		Rangs moyens	
	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta	Eta	Beta
1. Intention de vote	0,343	0,209	0,277	0,156	0,173	0,207	0,214	0,181	3,33	2,56
2. Niveau d'instruction	0,091	0,103	0,227	0,124	0,225	0,191	0,232	0,171	2,56	3,22
3. Identification à un parti politique	0,336	0,142	0,271	0,125	0,115	0,103	0,191	0,148	4,67	4,44
4. Profession du chef de famille	0,294	0,135	0,178	0,030	0,166	0,102	0,198	0,135	4,67	6,11
5. Revenu familial	0,111	0,066	0,221	0,135	0,120	0,116	0,139	0,123	4,33	6,33
6. Région	0,074	0,050	0,123	0,036	0,163	0,172	0,127	0,152	7,89	6,89
7. Taille de la localité de résidence	0,111	0,156	0,091	0,099	0,108	0,031	0,109	0,137	9,33	7,22
8. Pratique religieuse	0,154	0,112	0,097	0,097	0,070	0,034	0,036	0,113	10,00	7,67
9. Sexe	0,039	0,113	0,107	0,073	0,197	0,209	0,119	0,109	8,33	8,11
10. Valeurs prioritaires	0,125	0,027	0,108	0,079	0,122	0,091	0,159	0,112	5,89	8,44
11. Affiliation à un syndicat	0,212	0,100	0,117	0,068	0,056	0,114	0,114	0,095	9,00	9,22
12. Appartenance religieuse	0,096	0,071	0,070	0,073	0,062	0,023	0,069	0,039	12,11	9,89
13. Age	0,133	0,075	0,092	0,061	0,116	0,095	0,133	0,080	8,89	10,89
VARIANCE EXPLIQUEE	17,2%		15,1%		13,6%		-		-	

TABLEAU 10

PRINCIPAUX PRÉDICTEURS DE L'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE
DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPEENNE (1)

BELGIQUE		DEUTSCHLAND		FRANCE	
<u>Niveau d'instruction</u>	0,234	Pratique religieuse	0,197	<u>Niveau d'instruction</u>	0,188
<u>Intention de vote</u>	0,196	<u>Intention de vote</u>	0,147	<u>Intention de vote</u>	0,153
Valeurs prioritaires	0,195	Région	0,136	<u>Identif. à un parti</u>	0,130
<u>Identif. à un parti</u>	0,162	<u>Niveau d'instruction</u>	0,132	Valeurs prioritaires	0,126
Pratique religieuse	0,161	Appartenance relig.	0,110	Revenu familial	0,116
Taille de la localité	0,158			Pratique religieuse	0,115
Langue parlée	0,147			Sexe	0,114
Revenu familial	0,130			<u>Profession</u>	0,110
<u>Profession</u>	0,119			Région	0,102
Appartenance relig.	0,109				
Sexe	0,108				
Région	0,103				

ITALIA		LUXEMBOURG		NEDERLAND	
<u>Niveau d'instruction</u>	0,150	Région	0,497	<u>Intention de vote</u>	0,212
<u>Identif. à un parti</u>	0,136	Taille de la localité	0,422	<u>Niveau d'instruction</u>	0,186
<u>Profession</u>	0,117	<u>Identif. à un parti</u>	0,312	<u>Profession</u>	0,161
Taille de la localité	0,113	<u>Profession</u>	0,307	Région	0,158
Aff. à un syndicat	0,106	<u>Intention de vote</u>	0,257	Aff. à un syndicat	0,147
Revenu familial	0,103	<u>Niveau d'instruction</u>	0,229	Revenu familial	0,144
		Revenu familial	0,208	<u>Identif. à un parti</u>	0,134
		Appartenance relig.	0,203	Appartenance relig.	0,131
		Aff. à un syndicat	0,192	Valeurs prioritaires	0,116
		Valeurs prioritaires	0,183	Age	0,109
		Age	0,135	Taille de la localité	0,101
		Pratique religieuse	0,128		
		Sexe	0,104		

DANMARK		GREAT BRITAIN		IRELAND	
<u>Intention de vote</u>	0,209	<u>Intention de vote</u>	0,156	Sexe	0,209
Taille de la localité	0,156	Revenu familial	0,135	<u>Intention de vote</u>	0,207
<u>Identif. à un parti</u>	0,142	<u>Identif. à un parti</u>	0,125	<u>Niveau d'instruction</u>	0,191
<u>Profession</u>	0,135	<u>Niveau d'instruction</u>	0,124	Région	0,172
Sexe	0,113			Revenu familial	0,116
Pratique religieuse	0,112			Aff. à un syndicat	0,114
<u>Niveau d'instruction</u>	0,103			<u>Identif. à un parti</u>	0,103
Aff. à un syndicat	0,100			<u>Profession</u>	0,102

(1) Les prédictors soulignés sont ceux qui ont l'un des quatre premiers rangs moyens pour l'ensemble des pays (coefficient Beta).

TABLEAU 11

L'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE PAR GRANDE REGION

POUR CHACUN DES PAYS DE LA COMMUNUATE EUROPEENNE

	Nombre de personnes interrogées	Pourcentage dans l'échantillon représentatif national	Pourcentage de pro-européens
BELGIQUE	989	100,0	53,8
Brabant	232	23,5	59,5
Antwerpen	173	17,5	57,8
Limburg	63	6,4	55,6
Hainaut	141	14,3	53,9
Oost-Vlaanderen	121	12,2	52,9
Namur	42	4,2	50,0
Luxembourg	17	1,7	47,1
Liège	102	10,3	45,1
West-Vlaanderen	98	9,9	44,9
DEUTSCHLAND	1626	100,0	82,0
Schleswig-Holstein	80	4,9	95,0
Hamburg + Bremen	73	4,5	91,8
Niedersachsen	199	12,2	87,4
Hessen	151	9,3	84,1
Nordrhein-Westfalen	488	30,0	83,0
Saarland	29	1,8	82,8
Rheinland-Pfalz	82	5,0	78,0
Bayern	266	16,4	77,8
Berlin	50	3,1	76,0
Baden-Württemberg	208	12,8	73,1

	Nombre de personnes interrogées	Pourcentage dans l'échantillon représentatif national	Pourcentage de pro-européens
FRANCE	1776	100,0	58,6
Alsace et Lorraine	89	5,0	75,3
Nord et Pas-de-Calais	177	10,0	68,4
Région parisienne	372	20,9	59,4
Sud-Ouest (Aquitaine, Auvergne, Midi-Pyrénées, Languedoc)	263	14,8	57,4
Sud-Est (Franche Comté, Rhône-Alpes, Provence- Côte d'Azur, Corse)	372	20,9	55,4
Nord-Ouest (Basse Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Limousin)	308	17,3	54,5
Bassin parisien (Haute- Normandie, Picardie, Champagne, Bourgogne, Centre)	195	11,0	54,4
ITALIA	1569	100,0	74,4
Nord-Est (Trentino-Alto Adige, Veneto, Friuli-Venezia Giulia, Emilia)	302	19,2	77,8
Nord-Ouest (Piemonte, Valle d'Aosta, Liguria, Lombardia)	440	28,0	76,4
Centro (Marche, Umbria, Lazio)	297	18,9	74,7
Sud (Abruzzi, Campania, Puglia, Basilicata, Calabria)	336	21,4	74,1
Sicilia-Sardegna	194	12,4	64,4
LUXEMBOURG	264	100,0	79,9
Diekirch	37	14,0	91,9
Luxembourg, ville	68	25,8	83,8
Grevenmacher	29	11,0	82,8
Luxembourg, district	130	49,2	73,8

	Nombre de personnes interrogées	Pourcentage dans l'échantillon représentatif national	Pourcentage de pro-européens
NEDERLAND	1203	100,0	68,2
Utrecht	71	5,9	80,3
Noordholland	226	18,8	74,3
Overijssel	88	7,3	70,5
Limburg	79	6,6	69,6
Zuidholland	324	26,9	68,8
Gelderland	137	11,4	67,9
Groningen, Friesland	88	7,3	64,8
Noordbrabant	112	9,3	62,5
Zeeland	39	3,2	48,7
Drenthe	39	3,2	41,0
DANMARK	1062	100,0	47,6
Nordjylland	120	11,3	54,2
Bornholm, Lolland-Falster	49	4,6	51,0
Vestjylland	88	8,3	50,0
Sydjylland	51	4,8	49,0
Sjaelland	488	46,0	48,0
Fyn	90	8,5	45,6
Østjylland	176	16,6	40,9

	Nombre de personnes interrogées	Pourcentage dans l'échantillon représentatif national	Pourcentage de pro-européens
GREAT BRITAIN	1703	100,0	34,6
East Anglia, South East	129	7,6	45,0
Yorkshire, Humberside	154	9,0	40,3
London	379	22,3	39,3
East Midlands	100	5,9	39,0
North	142	8,3	34,5
Scotland	212	12,4	31,1
West Midlands	162	9,5	30,2
North West	193	11,3	29,5
South West	126	7,4	29,4
Wales	106	6,2	22,6
IRELAND	1017	100,0	55,3
Leinster, urban	84	8,3	70,2
Munster, other urban	30	2,9	70,0
Munster, borough	108	10,6	66,7
Munster, rural	177	17,4	57,1
Dublin	274	26,9	55,1
Connaught-Ulster, urban	19	1,9	52,6
Leinster, rural	134	13,2	47,0
Connaught-Ulster, rural	191	18,8	44,5

TABLEAU 12

REGIONS "PLUS EUROPEENNES" ET REGIONS "MOINS EUROPEENNES"

REGIONS	PAYS	POPULATION (en milliers)	POURCENTAGE DE PRO-EUROPEENS
Schlesvig-Holstein	Deutschland	2547	95,0
Hamburg + Bremen	Deutschland	2574	91,8
Niedersachsen	Deutschland	7067	87,4
Hessen	Deutschland	5379	84,1
Nordrhein-Westfalen	Deutschland	17039	83,0
Saarland	Deutschland	1129	82,8
Utrecht	Nederland	801	80,3
Luxembourg, G.D.	Luxembourg	339	79,9
Rheinland-Pfalz	Deutschland	3660	78,0
Bayern	Deutschland	10490	77,8
Nord-Est	Italia	9991	77,8
Nord-Ouest	Italia	14586	76,4
Berlin	Deutschland	2135	76,0
Alsace et Lorraine	France	3728	75,3
Centro	Italia	10238	74,7
=====			
Liège	Belgique	1016	45,1
East Anglia, South East	Great Britain	18989	45,0
West-Vlaanderen	België	1052	44,9
Connaught-Ulster, rural	Ireland	516	44,5
Drenthe	Nederland	367	41,0
Østjylland	Danmark	653	40,9
Yorkshire, Humberside	Great Britain	4812	40,3
London	Great Britain	7354	39,3
East Midlands	Great Britain	3363	39,0
North	Great Britain	3360	34,5
Scotland	Great Britain	5199	31,1
West Midlands	Great Britain	5178	30,2
North West	Great Britain	6789	29,5
South West	Great Britain	3764	29,4
Wales	Great Britain	2734	22,6

B. Au niveau de la Communauté considérée comme un ensemble,
l'analyse a été menée suivant la même méthode, sans réserve des
modifications suivantes :

1. Certains prédicteurs, qui faisaient double emploi avec d'autres, ont été laissés de côté : l'intention de vote, mais on a conservé l'identification à un parti politique en dichotomisant entre "droite" et "gauche"; l'appartenance religieuse, mais on a conservé la pratique religieuse qui est beaucoup plus significative.
2. La région et la taille de la localité n'avaient plus guère de sens dans une analyse au niveau européen; en revanche, la nationalité a été introduite. La langue parlée dans le ménage en Belgique a, bien entendu, été laissée de côté.
3. La durée des études a été substituée au niveau d'instruction pour rendre plus cohérente l'utilisation des données.
4. Enfin, quatre nouveaux prédicteurs ont été introduits :
 - a) la mobilité d'esprit ("cognitive mobilization"), c'est-à-dire l'aptitude à participer activement à la vie socio-politique et à acquérir des connaissances dans ce domaine (1);
 - b) l'identification géographique, mesurée par la propension à s'identifier en premier lieu à sa commune, à sa région, à sa nation, à l'Europe ou au monde entier;
 - c) la satisfaction socio-économique, suivant un indice construit à partir des réponses relatives à la satisfaction tirée de son travail et de son revenu.
 - e) le fait d'avoir séjourné à l'étranger, plus ou moins longtemps, au cours des cinq dernières années.

(1) L'indice de "cognitive mobilization" a été construit à partir des items suivants :

- propension à participer aux discussions politiques,
- propension à persuader ses amis d'adopter sa propre opinion,
- capacité de nommer les pays membres de la Communauté européenne.

Le tableau no. 13 montre, pour chaque prédicteur, le poids qu'il a sur la variable étudiée.

La variance expliquée par ce modèle est de 27,3%, ce qui est supérieur à ce que nous avons obtenu dans l'analyse pays par pays. Cette augmentation s'explique en partie par l'introduction du prédicteur "nationalité", mais aussi par l'amélioration du modèle.

L'appartenance nationale vient largement en tête (Beta = 0,303), suivi par la "cognitive mobilization" (0,228). Les personnes qui ont une disposition à la participation politique, au "leadership" et qui connaissent au moins de la Communauté européenne les noms des pays qui en font partie, ces personnes sont plus fréquemment pro-européennes. (Voir tableau no. 14).

Au troisième rang, nous trouvons l'identification géographique (0,122). L'attitude pro-européenne augmente en fréquence à mesure que l'horizon des personnes interrogées s'élargit, mais les "mondialistes" sont un peu moins pro-européens que ceux qui s'identifient d'abord à l'Europe. (Voir tableau no. 15).

La satisfaction socio-économique vient seulement au quatrième rang (0,105). Les personnes les plus satisfaites de leur travail et de leur revenu sont plus favorables que les autres. (Voir tableau no. 16).

L'importance de la durée des études est ici moins élevée que dans l'analyse précédent. (Eta = 0,238 et Beta = 0,080). L'introduction de la "cognitive mobilization" a eu pour effet de relativiser le facteur "instruction".

Les autres prédicteurs sont peu significatifs : la pratique religieuse, les séjours à l'étranger, l'identification à un parti de droite ou de gauche ont des coefficients Beta inférieurs à 0,075, ce qui peut être considéré comme négligeable. On remarquera que les séjours à l'étranger ont un coefficient Eta important (0,214), mais que cet impact disparaît quand on prend en compte les interférences entre prédicteurs.

A nouveau - et plus encore que dans l'analyse précédente - profession, revenu, sexe, âge ont un impact négligeable sur l'attitude pro-européenne.

TABLEAU 13

ESSAI D'EXPLICATION DE L'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE

DANS L'ENSEMBLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (1)

(Variance expliquée : 27,3%)

	Coefficient Eta	Coefficient Beta
1. Appartenance nationale	0,357	0,303
2. Mobilité d'esprit ("cognitive mobilization")	0,354	0,228
3. Identification géographique	0,211	0,122
4. Satisfaction socio-économique	0,109	0,105
5. Durée des études	0,238	0,080
6. Pratique religieuse	0,121	0,064
7. Séjours à l'étranger	0,214	0,063
8. Identification à un parti politique	0,093	0,060
9. Profession du chef de famille	0,190	0,035
10. Valeurs prioritaires	0,120	0,034
11. Sexe	0,122	0,032
12. Revenu familial	0,152	0,031
13. Age	0,096	0,030
14. Affiliation à un syndicat	0,010	0,029

(1) Les coefficients inférieurs à 0,075 peuvent être considérés comme négligeables.

TABLEAU 14

INDICE D'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE

SUIVANT LA "COGNITIVE MOBILIZATION"

	N	Pourcentage dans le total des échantillons (1)	Pourcentage de pro-européens
Minimum 0	904	8,5	26,4
1	1716	16,3	43,9
2	2114	19,0	53,4
3	2494	22,3	66,2
4	2739	23,8	80,8
5	928	7,7	80,7
Maximum 6	314	2,3	77,8
ENSEMBLE	11209	100,0	61,6

(1) Pondéré suivant les effectifs de la population totale des pays.

TABLEAU 15

INDICE D'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE
SUIVANT L'IDENTIFICATION GEOGRAPHIQUE

	N	Pourcentage dans le total des échantillons (1)	Pourcentage de pro-européens
Ne répondent pas	207	2,3	42,9
Identification en premier lieu:			
- la commune ou la ville	4629	38,6	54,6
- la région	1154	10,4	57,8
- la nation	3608	32,5	62,1
- l'Europe	686	6,8	89,7
- le monde	925	9,4	77,1
ENSEMBLE	11209	100,0	61,6

(1) Voir note sous tableau no. 14.

TABLEAU 16

INDICE D'ATTITUDE PRO-EUROPEENNE
SUIVANT LA SATISFACTION SOCIO-ECONOMIQUE

	N	Pourcentage dans le total des échantillons (1)	Pourcentage de pro-européens
Données manquantes	129	0,8	66,5
Maximum de satisfaction 1	1266	7,1	64,3
2	2094	15,0	66,3
3	3491	32,2	66,0
Point moyen 4	2104	21,8	59,7
5	1375	14,7	53,9
6	508	5,7	51,3
Minimum de satisfaction 7	242	2,7	52,1
ENSEMBLE	11209	100,0	61,6

(1) Voir note sous tableau no. 14.

CHAPITRE 3

LES DETERMINANTS DE L'ATTITUDE FAVORABLE

A L'EXTENSION DES COMPETENCES PRO-EUROPEENNES

PAR RAPPORT AUX COMPETENCES NATIONALES

L'analyse factorielle nous ayant montré que cette dimension, mesurant l'étendue de compétences que l'on attribuerait de préférence à un gouvernement européen plutôt qu'au gouvernement de son propre pays, était à la fois liée à l'attitude pro-européenne de base et distincte, un indice a été construit, tout simplement en fonction du nombre des options "gouvernement européen" faites par les personnes interrogées pour chacun des six problèmes suivants : recherche scientifique, aide aux pays sous-développés, lutte contre la pollution de l'environnement, défense militaire, lutte contre la hausse des prix, lutte contre la pauvreté et le chômage (1). Les personnes choisissant l'Europe pour au moins quatre de ces problèmes ont été classées dans la catégorie "préférence européenne" et les autres dans la catégorie "préférence nationale".

L'analyse multicritère (M.C.A) a ensuite été menée suivant la même méthode que pour la dimension pro-européenne de base, mais seulement au niveau de la Communauté considérée comme un ensemble. Voir tableau no.17.

(1) Ces items ont été choisis en fonction de leur impact sur la dimension à mesurer; deux ont la faveur de la majorité du public dans les neuf pays, deux l'ont dans les six pays de la Communauté d'origine et deux autres divisent même l'opinion de ces six pays; ces items n'étaient pas trop proches les uns des autres dans le questionnaire, ce qui a permis d'entrer, dans une certaine mesure, un effet de contamination. Voir tableau no.

Le meilleur prédicteur est de nouveau l'appartenance nationale (coefficient Beta = 0,197), avec d'un côté les six pays fondateurs et de l'autre les trois nouveaux. L'ordre de classement des pays est légèrement différent : le Luxembourg vient en tête, suivi par les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie; la Belgique précède de peu la France; l'Irlande est assez loin derrière la Belgique, suivie par le Danemark et, encore une fois en fin de liste, la Grande-Bretagne. Voir tableau no. 18.

Le deuxième prédicteur est l'aptitude à nommer les pays membres de la Communauté, dont nous savons qu'il constitue l'un des items de la "cognitive mobilization". (Bien que ce dernier prédicteur n'ait pas été utilisé dans cette analyse, on peut supposer à juste titre que son impact serait important, ce qui confirme l'influence de ce trait caractéristique de comportement de "leader" dans les attitudes pro-européennes) Voir tableau no. 19.

Le troisième prédicteur, la confiance pour se faire une opinion politique dans l'opinion des proches, les informations données par les media ou les déclarations des hommes politiques, nous confirme que la dimension mesurée dépend fortement du niveau de connaissances et de l'aptitude à acquérir des connaissances des personnes interrogées : ceux qui font confiance à l'information qu'ils tirent personnellement des media (press, radio, télévision) sont plus disposés à accorder une large compétence à un gouvernement européen que ceux qui font confiance aux déclarations des hommes politiques ou aux opinions de leurs proches. Voir tableau no. 20.

./...

Les autres prédicteurs utilisés peuvent être considérés comme négligeables, qu'il s'agisse de variables directement liées à la situation sociale (âge, sexe, profession, revenu) ou même de variables de participation sociale (pratique religieuse, identification à un parti, affiliation à un syndicat).

Finalement, cette dimension mesurant l'importance attribuée à l'unification de l'Europe pour résoudre certains problèmes de société se distingue peu de l'attitude de soutien pur et simple à l'unification de l'Europe. Elle semble déterminée par les mêmes variables ou par des variables analogues lesquelles, outre la nationalité (dont l'impact est d'ailleurs moins grand ici), ont trait à l'habileté intellectuelle, à l'aptitude à s'informer et à juger par soi-même des problèmes socio-politiques, notamment à travers les grands moyens d'information, qui contribuent fortement à nous approvisionner en images du monde où nous vivons.

TABLEAU 17

ESSAI D'EXPLICATION DE L'INDICE D'ETENDUE DES COMPETENCES

ATTRIBUEES DE PREFERENCE A UN GOUVERNEMENT EUROPEEN (1)

(Variance expliquée: 14,8%)

	Coefficient Eta	Coefficient Beta
1. Appartenance nationale	0,200	0,197
2. Aptitude à nommer les pays membres	0,260	0,182
3. Confiance dans différentes sources d'information politique	0,162	0,076
4. Identification géographique	0,151	0,068
5. Durée des études	0,206	0,055
6. Séjours à l'étranger	0,183	0,054
7. Age	0,136	0,052
8. Attitude dans les discussions politiques : écoute ou persuade	0,184	0,051
9. Revenu familial	0,124	0,044
10. Taille de la localité de résidence	0,076	0,043
11. Pratique religieuse	0,038	0,040
12. Satisfaction économique	0,055	0,032
13. Valeurs prioritaires	0,126	0,030
14. Identification à un parti politique	0,036	0,027
15. Sexe	0,092	0,015
16. Profession du chef de famille	0,156	0,013
17. Affiliation à un syndicat	0,035	0,012

(1) les coefficients inférieurs à 0,075 peuvent être considérés comme négligeables.

TABLEAU 18

INDICE MESURANT L'ETENDUE DES COMPETENCES

POUR LESQUELLES LA PREFERENCE SERAIT DONNEE

A UN GOUVERNEMENT EUROPEEN PLUTOT QU'AU GOUVERNEMENT NATIONAL

	Nombre de personnes interrogées	Pourcentage des personnes choisissant au moins quatre domaines sur six (1)
Luxembourg	330	89,4
Nederland	1464	80,9
Deutschland	1957	79,2
Italia	1909	76,1
Belgique	1266	70,5
France	2227	68,1
TOTAL A	9153	75,0 (2)
Danmark	1199	63,1
Ireland	1199	58,1
Great Britain	1933	56,2
TOTAL B	4331	56,8 (2)
COMMUNAUTE	13484	70,4 (2)

(1) Les options retenues sont les suivantes: recherche scientifique, aide aux pays sous-développés, lutte contre la pollution de l'environnement, défense militaire, lutte contre la hausse des prix, lutte contre la pauvreté et le chômage.

(2) Moyenne pondérée suivant l'importance relative de la population âgée de 15ans et au delà dans chaque groupe de pays considéré. Pour la moyenne pondérée des échantillons le pourcentage est de 69,9.

TABLEAU 19

INDICE D'ETENDUE DES COMPETENCES

ATTRIBUEES DE PREFERENCE A UN GOUVERNEMENT EUROPEEN

SUIVANT L'APTITUDE A NOMMER LES PAYS MEMBRES

	N	Pourcentage dans le total des échantillons	Pourcentage choisissant au moins quatre domaines sur six
Ne répondent pas	1165	8,6	46,1
Nomment:			
un pays	523	3,9	51,2
deux pays	732	5,4	55,1
trois pays	996	7,4	59,3
quatre pays	1326	9,8	64,1
cinq pays	1572	11,7	67,2
six pays	1806	13,4	75,3
sept pays	1823	13,5	81,2
huit pays	1856	13,8	80,5
neuf pays	1685	12,5	82,3
ENSEMBLE	13484	100,0	69,9

TABLEAU 20

INDICE D'ETENDUE DES COMPETENCES

ATTRIBUEES DE PREFERENCE A UN GOUVERNEMENT EUROPEEN

SUIVANT LA CONFIANCE DANS DIFFERENTES SOURCES D'INFORMATION POLITIQUE

	N	Pourcentage dans le total des échantillons	Pourcentage choisissant au moins quatre domaines sur six
Font plutôt confiance :			
- aux opinions des proches	2304	17,1	66,3
- à la presse, la radio ou la télévision	4632	34,4	76,9
- aux déclarations des hommes politiques	1580	11,7	71,5
Cela dépend	3196	23,7	70,9
Ne répondent pas	1772	13,1	53,4
ENSEMBLE	13484	100,0	69,9